

EXTRAIT DU REGISTRE DES

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'AN DEUX MILLE VINGT-SIX, le VINGT-ET-UN AVRIL à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire en Mairie de COURNON-D'AUVERGNE, salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Monsieur Yanik PRIÈRE, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33

Date de convocation du Conseil Municipal : 15 avril 2026

PRÉSENTS /

M. Yanik **PRIÈRE**, Maire.

Mme Élisabeth **FORESTIER-HUGON** ; M. Hugues **MALINAUD** ; Mme Catherine **COSTE** ; M. Fabrice **CLOUVEL** ; Mme Rénatie **LEPAYSAN** ; M. Eric **GIRARD** ; Mme Audrey **NIERGA** ; M. Frédéric **GENET** ; Mme Halima **LADJEMI** ; *Adjointes au Maire.*

M. Yves **RAMON** ; M. Jean-Noël **HUGON** ; Mme Catherine **MIDROIT** ; M. Jean-Paul **LAPOUGE** ; Mme Maryse **BOSTVIRONNOIS** ; M. Joël **COUZELAS** ; Mme Magdeleine **VIGIER** ; Mme Pascale **FAURE** ; Mme Mélanie **DOMAS** ; Mme Magali **LEROY** ; Mme Isabelle Nora **CONSOLI** ; M. Stéphane **GATIGNOL** ; M. Clément **MARIEN** ; M. Yves **CIOLI** ; M. Bruno **BOURNEL** ; M. François **RAGE** ; M. Philippe **MAITRIAS** ; Mme Géraldine **ALEXANDRE** ; Mme Mina **PERRIN** ; Mme Cynthia **JEULAND** ; *Conseillers Municipaux.*

PROCURATIONS /

M. Bruno **BONNAVE** Conseiller Municipal

(à M. Yves RAMON)

M. Jean-Louis **CLIGNAC** Conseiller Municipal

(à Mme Magdeleine VIGIER)

Mme Blandine **GALLIOT** Conseillère Municipale

(à M. François RAGE)

ABSENT / -

DÉSIGNATION DU SECRÉTAIRE DE SÉANCE / Monsieur Clément MARIEN

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

- Rapport N° 8 -

Objet / ÉLECTIONS : DÉSIGNATION DES MEMBRES À LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX

Rapporteur : Monsieur Yanik **PRIÈRE**, Maire

Monsieur le Maire rappelle à ses collègues que dans les communes de plus de 10 000 habitants, il est fait obligation de créer une commission consultative des services publics locaux pour l'ensemble des services publics confiés à un tiers par convention de délégation de service public ou exploités en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission est notamment chargée d'examiner le bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière et de donner son avis sur tout projet de délégation de service public ou tout projet de partenariat.

Il précise qu'en vertu de l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales, **cette commission, présidée par le Maire ou son représentant, comprend des membres de l'assemblée délibérante désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle et des représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services publics locaux, nommés par l'assemblée délibérante.**

Suite au renouvellement du Conseil Municipal, il convient de procéder à la désignation des membres composant cette commission.

S'agissant de nominations ou de présentations, Monsieur le Maire rappelle que conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, le vote doit se faire au scrutin secret, le Conseil Municipal pouvant décider, à l'unanimité, de retenir un autre mode de scrutin.

Après délibération et à L'UNANIMITÉ, le Conseil Municipal :

- décide de procéder à un vote à main levée ;
- approuve les désignations suivantes :

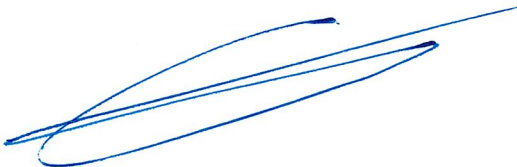
- Pour les membres du Conseil Municipal / Mme Rénatie LEPAYSAN ; Mme Audrey NIERGA ; M. Frédéric GENET ; Mme Catherine MIDROIT ; M. Jean-Paul LAPOUGE ; M. François RAGE ; Mme Blandine GALLIOT.

- Pour les représentants des usagers et des habitants intéressés à la vie des services public locaux / M. Jean-Philippe MASSOUBRE ; M. Didier DUTILLEUL.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an que dessus,
Pour extrait conforme, à Cournon-d'Auvergne le 22 avril 2026

Le Secrétaire de séance

Clément MARIEN



Le Maire

Yanik PRIÈRE



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification et de sa réception par le représentant de l'État. Le Tribunal Administratif peut être saisi par voie postale ou par saisie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr